



C\_2016\_168

EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 15 DÉCEMBRE 2016

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Animation économique, ruralité  
et agriculture

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	61

Objet de la  
délibération:

**Chambre  
d'agriculture -  
Elaboration d'une  
charte agricole -  
Attribution d'une  
subvention**

L'an deux mille seize, le quinze décembre à dix huit heures, *le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.*

**PRÉSENTS :**

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Daniel MARIA, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Franck AMBROSINO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Gilbert BOUZEREAU, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Brigitte DUBOIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

**REPRÉSENTÉ(S) :**

Raymond GRAS pouvoir à Daniel MARIA, Hugues MARTIN pouvoir à Gérald PIERRUGUES, Fabien MATRAS pouvoir à Alain PARLANTI, Serge BALDECCHI pouvoir à Nicole FANELLI, Yves BACQUET pouvoir à Georges ROUVIER, Frédéric MARCEL pouvoir à Sylvie FRANCIN, Anne-Marie AMOROSO pouvoir à Jacques LECOINTE, Bernard CHARDES pouvoir à Liliane BOYER, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Christine CHALOT-FOURNET, Alain HAINAUT pouvoir à Christine PREMOSELLI, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Richard STRAMBIO, Grégory LOEW pouvoir à Sophie DUFOUR, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Gilbert BOUZEREAU, Laure REIG pouvoir à Claude ALEMAGNA, Régis ROUX pouvoir à Thierry PESCE

**ABSENT(S) :**

David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Monsieur Claude PIANETTI

**RAPPORTEUR :** Monsieur Gilbert GALLIANO

Transmis le 2.1.DEC. 2016

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération  
Dracénoise

Affiché le 2.1.DEC. 2016

Dans le cadre de sa compétence obligatoire « développement économique », la Communauté d'Agglomération Dracénoise soutient les démarches en faveur du développement agricole.

L'état des lieux de l'agriculture en Dracénie réalisé conjointement avec la Chambre d'Agriculture du Var a été présenté en Bureau communautaire en juin 2016.

Les élus de ce dernier ont approuvé le principe de soutien et de développement de l'agriculture sur le territoire via la définition d'un programme d'actions avec l'ensemble des acteurs de la filière agricole d'ici fin 2017.

Cet état des lieux de l'agriculture fait apparaître 3 axes de travail majeurs :

- la valorisation des produits agricoles locaux ;
- la préservation et la valorisation des territoires agricoles à enjeux ;
- la transmission des exploitations agricoles.

Cette volonté a été confirmée par la délibération C\_2016\_108 adoptée par le Conseil d'agglomération du 22 septembre 2016 actant la mise en place d'une charte agricole.

La Chambre d'Agriculture du Var souhaite encourager et accompagner l'implication des intercommunalités en faveur de l'agriculture.

Sur le modèle du travail qu'elle a réalisé sur d'autres territoires varois, elle propose de porter une réflexion sur le foncier agricole et la transmission des exploitations agricoles sur le territoire de la Dracénie en 2017.

Ce travail a pour objectif :

- d'évaluer le potentiel de transmission des exploitations ;
- de localiser les secteurs à risque en matière de reprise d'exploitation, de maintien des espaces cultivés, de déstructuration du foncier agricole ;
- de proposer, selon les secteurs, des moyens d'action adaptés.

Il comportera deux phases :

- identification du potentiel de transmission ;
- définition de secteurs de reconquête agricole et des moyens d'intervention correspondants.

Le plan de financement établi par la Chambre d'Agriculture du Var est le suivant :

- Pidil (Programme pour l'Installation et le Développement des Initiatives Locales – État) :	10 000,00 €
- Chambre d'Agriculture du Var :	4 330,00 €
- Communauté d'Agglomération Dracénoise :	7 321,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>21 651,00 €</b>

Compte tenu du devenir incertain de près de la moitié des exploitations agricoles de la Dracénie dans les dix prochaines années, et de la déprise agricole de certains secteurs, il est proposé d'accorder une subvention de 7 321,00 € à la Chambre d'Agriculture du Var afin de connaître plus précisément les enjeux et les moyens d'actions possibles permettant d'améliorer la transmission des exploitations agricoles du territoire.

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la Commission Agriculture réunie le 29 novembre 2016, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- Approuver le versement d'une subvention à la Chambre d'Agriculture du Var d'un montant de 7 321,00 € et de signer la convention d'objectifs y afférent ;
- Mandater Monsieur le Président pour toutes les démarches et formalités nécessaires.

Les crédits seront imputés au chapitre 11, nature 6574, fonction 90, du budget 2016.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré, par 59 voix pour  
2 abstention(s) : Liliane BOYER ; Bernard CHARDES  
décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 15 décembre 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.